

Memorandum Synergrid 2024

2024-2029: UNE LÉGISLATURE DÉCISIVE
POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET
LES GESTIONNAIRES DE RÉSEAUX





La législation qui s'annonce est décisive pour la transition énergétique et les gestionnaires de réseaux



Au-delà de transporter et de distribuer des électrons et molécules, les gestionnaires de réseaux sont des acteurs clés de la transition énergétique. Ils constituent un maillon essentiel entre d'une part, les producteurs, les fournisseurs, et d'autre part, les clients.

Ils ont un rôle déterminant dans la lutte contre les bouleversements climatiques, pour la sécurité d'approvisionnement énergétique, pour la compétitivité des entreprises et pour le bien-être des citoyens.

Synergrid et ses membres sont pleinement engagés sur chacun de ces objectifs, lesquels nécessitent l'adoption d'une vision long terme du système énergétique belge et une adaptation significative des réseaux.

Les 9 gestionnaires de réseaux de gaz et d'électricité belges ont identifié 3 prérequis communs et essentiels à une transition énergétique durable, fiable et au meilleur coût sociétal :

1 Définir une vision pour un système énergétique intégré

2 Investir à la hauteur du défi : 31 milliards d'ici 2030

3 Attirer les talents : engagement d'ici 2030 de 5.000 nouveaux collaborateurs aux profils variés

La prochaine législature est décisive. Des choix importants devront être posés en matière d'énergie pour la décarbonation de la société à l'horizon 2050. Parmi ceux-ci, donner aux gestionnaires de réseaux les moyens de relever le défi de la décarbonation de la société à l'horizon 2050.

Synergrid et ses membres en appellent à des engagements forts et cohérents de l'ensemble des gouvernements qui permettent de répondre à **une transition énergétique abordable et inclusive**, à la sécurité d'approvisionnement du pays, à une politique de financement des investissements équilibrée, à la formation adéquate de nos actuels et futurs collaborateurs.

Les priorités doivent être définies ensemble, avec les gouvernements, les régulateurs, les fournisseurs, les clients et chaque autre partie prenante. Nous devons avancer dans la même direction. La cohérence est cruciale. Les gouvernements et les régulateurs doivent d'urgence prendre en compte les défis auxquels les gestionnaires de réseaux devront faire face.

1

Définir d'urgence une **vision commune** pour un **système énergétique intégré**

Pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, préserver la compétitivité des entreprises et l'accessibilité à tous à l'énergie, la Belgique doit adopter une vision globale et à long terme d'un système énergétique intégré.

Comme le souligne le dernier rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), « **la planification des réseaux de transport et de distribution d'énergie** doit davantage être harmonisée et intégrée aux vastes processus de planification à long terme des gouvernements ».



Le besoin : un système intégré qui tienne compte de tous les vecteurs énergétiques et de leur complémentarité.

L'urgence est capitale, car derrière cette vision il s'agira de lancer un plan d'investissement, et des programmes d'engagements et de formation de main-d'œuvre qualifiée.

Cette vision doit à la fois :

- Prendre en compte l'augmentation de l'efficacité énergétique, l'augmentation accélérée de l'électrification, l'intégration des molécules comme le biométhane, des gaz synthétiques et l'hydrogène, le CCUS (Carbone Capture, Utilisation and Storage).
- Permettre de rencontrer notamment les besoins de chaleur, de mobilité et, globalement, les besoins en énergie pour permettre aux entreprises de pérenniser et développer leurs activités en Belgique, et pour garantir aux citoyens l'accès à l'énergie.

Une urgence aussi pour saisir les opportunités

Les tendances en électricité

Plusieurs changements sont attendus dans le domaine de l'énergie électrique, dont l'augmentation accélérée de l'électrification ainsi qu'une consommation et une production d'électricité plus flexibles.

La pénétration des panneaux solaires photovoltaïques, de l'éolien offshore et onshore, des véhicules électriques, des pompes à chaleur et des batteries a un impact croissant sur le réseau électrique, tant au niveau du transport que de la distribution.

Ces nouveaux usages pourront également soutenir l'indispensable flexibilité du système électrique.

Les tendances côté molécules

Le secteur des molécules offre également des opportunités de décarbonation, notamment par l'intégration des molécules décarbonées telles que le biométhane, les gaz synthétiques et l'hydrogène dans le système énergétique.

Ces molécules peuvent contribuer à la sécurité d'approvisionnement, à la flexibilité du système énergétique et au stockage à grande échelle.

Les gestionnaires de réseaux de transport/distribution de gaz jouent un rôle clé dans cette intégration de l'hydrogène et du biométhane d'une part, et dans le transport du CO₂, d'autre part. Il s'agit là de composants vitaux pour soutenir les efforts de décarbonation et permettre la compétitivité de l'activité industrielle et l'emploi.

Dans cette perspective, la Belgique doit se doter de nouvelles infrastructures de distribution et de transport et/ou reconverter des infrastructures existantes pour l'hydrogène et le CO₂, mais aussi développer des infrastructures d'importation d'hydrogène et ses dérivés et d'exportation de CO₂. La Belgique doit envisager des accords avec des pays qui peuvent produire efficacement des énergies renouvelables (Oman, Chili, Maroc, Canada...).

Le potentiel de la Mer du Nord

Soulignons aussi l'enjeu stratégique que représente la Mer du Nord, tant pour les électrons que pour les molécules, vu son énorme potentiel de production d'énergie éolienne offshore.

Les meilleurs moyens de rapatrier cette énergie doivent être analysés.

En outre, des accords de coopération doivent être conclus avec des pays tels que le Royaume-Uni, le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège.

La nouvelle complexité du système énergétique

Les communautés d'énergie, les réseaux de chaleur, et autres productions locales sont de nouvelles composantes qui vont compléter le système énergétique existant.

L'efficacité du système énergétique passe par une utilisation complémentaire des infrastructures, dans lequel les réseaux constituent l'épine dorsale.

L'objectif des gestionnaires de réseaux est de garantir l'optimum sociétal prenant en compte le meilleur équilibre technique, économique et environnemental. Pour Synergrid et ses membres, le résultat optimal passe par une utilisation complémentaire de ces infrastructures.

Il est urgent que les gouvernements et les régulateurs définissent une vision énergétique globale, en étroite concertation avec l'ensemble des acteurs du marché

La définition de cette vision et des investissements qui en découlent devra être concertée avec toutes les parties prenantes, en ce compris les

autorités fédérales et régionales, les régulateurs, les instances de développement économique, les fournisseurs et les clients.

Le but sera en effet de répondre au mieux aux besoins en énergie de plus en plus spécifiques de tous les utilisateurs (nouveaux processus industriels, nouveaux modes de consommation des clients résidentiels et professionnels).

Nous rappelons l'urgence de cette vision globale pour les gestionnaires de réseaux, dont l'activité industrielle impose de planifier et d'anticiper les besoins à long terme.

PROPOSITION #1

Développement d'urgence d'une vision du système énergétique intégré 2030-2050, par les autorités belges et en concertation avec les acteurs du marché pour assurer ces 3 objectifs.

- > décarbonation
- > sécurité d'approvisionnement énergétique de notre pays
- > compétitivité des entreprises et accessibilité à l'énergie pour les citoyens

2

Les gestionnaires de réseaux veulent **investir 31 milliards € d'ici 2030** pour faire de la **transition énergétique** une réalité

Aujourd'hui, les gestionnaires de réseaux belges, c'est déjà 9.000 km de lignes électriques de transport, 213.000 km de lignes électriques de distribution, 4.000 km de réseaux de transport gaz et 75.300 km de réseaux de distribution de gaz.

Pour rendre les réseaux plus résilients et adaptés au nouveau système énergétique, il sera essentiel d'investir dans les actifs de réseaux, dans les solutions intelligentes et digitales et dans les ressources humaines qualifiées.

Un bon équilibre devra être trouvé entre des mesures socialement responsables, n'excluant personne, écologiquement acceptables, financièrement et techniquement réalisables, tout en maintenant le confort des consommateurs et un service fiable.



Parce qu'il faut répondre aux nouveaux besoins

D'ici 2030, les membres de Synergrid vont investir 31 milliards € dont près de 70 % dans les réseaux électriques.

Près de 50.000 km de lignes, de câbles et de canalisations sont à renforcer et développer pour répondre aux nouveaux besoins :

- l'augmentation de plus de 30 %, voire de 50 % de la demande en électricité
- le doublement des énergies renouvelables
- le déploiement des molécules décarbonées comme le biométhane, les gaz synthétiques et l'hydrogène
- le développement de la chaîne de valeur CCUS

Ces investissements sont par ailleurs urgents pour faciliter la transition énergétique, accueillir les nouvelles productions et les nouveaux usages (mobilité électrique, pompe à chaleur, panneaux photovoltaïques, etc.) mais aussi pour adapter les réseaux de gaz et développer des chaînes de valeur hydrogène et CO₂.

Il s'agit de chantiers d'envergure tant pour ce qui est des électrons que pour les molécules décarbonées, portant sur des investissements onshore mais aussi offshore et faisant de la Mer du Nord un hub énergétique stratégique.

Investir dans quoi ?

Le développement, le renforcement des réseaux et les interconnexions

Un réseau solide, fiable et résilient est une condition préalable essentielle à un système énergétique compétitif et durable.

Si nous voulons permettre l'accès à l'éolien en mer, injecter des énergies renouvelables, absorber l'augmentation de la consommation en électricité, permettre à l'industrie d'accéder à des électrons ou des molécules bas carbone et/ou de capturer/ évacuer/utiliser le CO₂, nous devons renforcer et développer les réseaux.

Des infrastructures complémentaires devront par ailleurs être construites pour véhiculer l'électricité offshore, sans oublier les interconnexions nécessaires avec les pays voisins.

La mise en œuvre de la flexibilité

L'un des outils pour exploiter efficacement le futur réseau électrique est **la flexibilité**.

La consommation flexible présente des avantages pour les consommateurs. Plus les consommateurs valoriseront leur flexibilité, plus elle aura un impact positif sur le système électrique et donc pour l'ensemble des utilisateurs.

La flexibilité contribue directement à la sécurité d'approvisionnement et constitue un levier important pour réduire les besoins en capacité.

Dans son rapport 2022, l'AIE souligne qu'il faut éviter le risque de sous-investissement dans les réseaux.





La digitalisation des réseaux

De nouveaux modèles de marché vont être créés, soutenus par de nouvelles plateformes digitales.

D'ici 2030, plus de 8,5 millions de compteurs communicants vont être installés en Belgique. Ces solutions nécessitent un fonctionnement « intelligent » du réseau, son automatisation ainsi que des compteurs et capteurs communicants.

Cette digitalisation des réseaux d'énergie est indispensable pour optimiser le fonctionnement du système, soutenir l'intégration des énergies renouvelables, déployer les services de flexibilité et gérer au mieux la cybersécurité.

Il est devenu aujourd'hui aussi important pour les gestionnaires de réseaux d'investir dans la digitalisation que dans les réseaux. Compte tenu de la quantité de données qui devront être traitées, il sera impossible à l'avenir de gérer le système sans une infrastructure et une architecture digitale solide.

La digitalisation améliorera également l'expérience des consommateurs, qui pourront interagir avec le système énergétique de manière simple et sécurisée.

La gestion et l'analyse des données

La disponibilité des données et des informations est un autre maillon essentiel, que ce soit pour les gestionnaires de systèmes, les acteurs du marché et les consommateurs finaux. En particulier dans le domaine de la flexibilité, mais aussi pour surveiller et contrôler les réseaux.

Les données et les informations doivent être disponibles pour soutenir les nouveaux processus de marché et la gestion des réseaux dans le respect du règlement général de protection des données (RGPD).

Financement et tarifs

La transition énergétique appelle à une réflexion sur le financement des investissements

Aujourd'hui, le financement des investissements est principalement supporté par les tarifs.

Demain, l'augmentation significative des investissements et le développement d'un marché pour les molécules décarbonées imposeront de repenser le modèle.

Les régulateurs doivent prendre en compte cette révolution énergétique et les investissements qui en résultent pour adapter les méthodologies tarifaires et répondre à la demande des clients au travers d'une politique de financement adaptée.

Synergrid et ses membres appellent à une véritable cohérence entre les besoins d'investissement et la capacité des gestionnaires de réseaux à financer ces investissements.

Si nécessaire, d'autres sources de financement (e.g. fonds nationaux, fonds européens...) doivent pouvoir être explorées pour ne pas faire supporter l'ensemble des charges par les clients.

Les gouvernements devraient davantage faire appel aux fonds européens, dans l'intérêt de toute la chaîne de valeur.

À l'instar de ce qui se fait dans d'autres pays européens afin de réduire les risques financiers et opérationnels, une réflexion est nécessaire pour développer des modèles d'investissement destinés à couvrir l'écart investissement/revenu dans les infrastructures nouvelles tant pour les électrons que pour les molécules décarbonées.

Synergrid et ses membres demandent à travailler avec les autorités et les régulateurs à un cadre réglementaire approprié aux besoins de financement.

Comment agir ? Élaborer un cadre réglementaire clair et des politiques de permis simples avec des délais plus rapides.

Toutes ces transformations nécessitent un cadre réglementaire clair, stable, homogène et incitatif pour les investissements dans les réseaux et la digitalisation.

Les gestionnaires de réseaux observent que l'heure est à l'accélération de la transition énergétique. Cette accélération impose une « simplification administrative drastique » et une réflexion sur les nombreux freins qui existent sur l'ensemble de la chaîne de valeur : délai et délivrance des permis (réduire les délais à moins d'un an), procédures liées aux plans de relance, autorisations communales, mécanismes de prime/subside, complexité du cadre légal et réglementaire, délais de décisions...

Oser décider clairement et rapidement est essentiel pour réussir le défi de la transition énergétique.

PROPOSITION #2

Assurer aux gestionnaires de réseaux d'être capables de couvrir leurs besoins de financement pour leurs investissements. Le cas échéant, explorer des sources de financement en dehors des tarifs pour ne pas faire supporter l'ensemble des charges par les clients.

PROPOSITION #3

Développer des modèles d'investissement destinés à couvrir l'écart investissement/revenu dans les infrastructures nouvelles tant pour les électrons que pour les molécules décarbonées.

PROPOSITION #4

Accélérer le déploiement des compteurs communicants, la digitalisation et assurer l'accès de ces données par les gestionnaires de réseaux.

PROPOSITION #5

Garantir une simplification administrative drastique afin d'accélérer les investissements : permis (recours, autorisation...).

3

Des hommes et des femmes pour réussir ensemble la transition énergétique



Pour donner vie à la vision du système énergétique intégré et réussir la transition énergétique, les gestionnaires de réseaux ont aussi besoin d'équipes et de compétences spécifiques.

Cependant, le secteur de l'énergie fait face à une pénurie de travailleurs qualifiés, tous niveaux de formation confondus, de l'enseignement technique au master.

5.000 nouveaux emplois d'ici 2030

Les gestionnaires de réseaux emploient actuellement 13.000 travailleurs et devront trouver 5.000 nouveaux collaborateurs aux profils variés d'ici 2030. La bonne réalisation des investissements en dépend.

Décider d'investir dans les réseaux ne suffit pas pour répondre aux besoins de la transition énergétique. Les compétences nécessaires pour planifier, concevoir, construire, exploiter et entretenir une infrastructure de réseaux fiable et sûre évoluent. Le secteur doit pouvoir compter sur des hommes et des femmes qualifiés dans les nouveaux métiers de la transition.

Repenser la formation

Outre la recherche de nouveaux collaborateurs et de compétences innovantes, les collaborateurs en place doivent poursuivre leur apprentissage, se former aux plus récentes technologies et aux réseaux du futur. Cela impose des formations adaptées et, le cas échéant, des réorientations.

Les gestionnaires de réseaux observent que l'enseignement, la formation et l'apprentissage actuels doivent encore être adaptés aux métiers de la transition énergétique. **Une réflexion profonde sur le contenu des enseignements à tous les niveaux de cursus, technique, supérieur non universitaire et universitaire, doit être rapidement engagée.**

Stages, enseignement technique et culture digitale

L'intégration de stages dans les cursus, quel que soit le niveau d'études devrait stimuler l'arrivée de nouveaux collaborateurs. Notre secteur est prêt à apporter son soutien à cette démarche.

L'enseignement technique doit également être revalorisé à sa juste mesure. Sa contribution à la transition énergétique est incontestable.

L'enseignement doit renforcer la culture digitale et soutenir le développement de la recherche et l'innovation numérique. Les métiers liés à la cybersécurité, pour ne citer qu'eux, sont amenés à fortement se développer.



Former pour préparer l'avenir

Les gestionnaires de réseaux tiennent à souligner l'importance d'anticiper les changements qui seront induits dans le monde du travail par la transition énergétique en préparant tant les étudiants que les travailleurs déjà en place. En investissant tant dans l'enseignement que dans la formation continue. En préparant aux futurs métiers et en garantissant les compétences nécessaires à l'avenir de notre système énergétique.

Les représentants des travailleurs et les employeurs du secteur doivent œuvrer ensemble à augmenter l'employabilité de tous dans le cadre de la transition énergétique. Ils doivent permettre que chaque

travailleur en place puisse acquérir et développer de nouvelles compétences.

Les gestionnaires de réseaux en appellent à une concertation avec les acteurs concernés, au plan fédéral et régional, et communautaire, d'une part, pour revoir les programmes de formation des futurs collaborateurs et, d'autre part, pour soutenir les formations complémentaires des collaborateurs en place, voire de soutenir la réorientation de certains collaborateurs.

PROPOSITION #6

Mettre en place une revue systématique des besoins et des programmes de formations, développer davantage la formation en alternance et promouvoir notamment les formations STEM (Science, Technology, Engineering & Mathematics). Cela en concertation avec les niveaux de pouvoirs concernés et les fédérations sectorielles.



À propos de Synergrid, The Voice of the Belgian Energy Networks

Synergrid est le porte-parole des gestionnaires de réseaux de gaz et d'électricité belges. À ce titre, elle est l'interlocuteur du secteur auprès des autorités belges et européennes et toute autre instance qui sollicite la Fédération. Synergrid représente 9 entreprises qui ensemble desservent en gaz et en électricité les entreprises et la population sur la totalité du territoire belge. Avec nos membres, et grâce à des projets innovants, nous aidons les clients à œuvrer à une transition énergétique afin d'atteindre les objectifs climatiques et améliorer la qualité de vie de tous. Synergrid élabore aussi des normes sur le plan technique et environnemental afin de garantir des réseaux fiables répondant aux critères les plus stricts en matière de sécurité. Ces normes s'adressent à ses membres mais aussi à des tiers. En fonction du contexte dans lequel elles s'inscrivent, ces normes ont un caractère légalement obligatoire ou sont des règles de l'art à respecter comme telles par leurs destinataires. Synergrid accompagne ses membres et collabore avec eux à la mise en œuvre de nouvelles plateformes dans le domaine de la flexibilité, comme le FlexHub (unique plateforme en Belgique pour la gestion de la flexibilité) et la RTCP ('Real time communication platform'). Enfin, Synergrid est le conseiller de référence de ses membres en matière de droit social, des relations sociales et auprès des organismes de fonds de pensions sectoriels. La Fédération assume également le rôle de porte-parole patronal du secteur au sein des organes de concertation sociale au niveau national.



Synergrid (adresse postale)
Galerie Ravenstein 4/2,
1000 Bruxelles

Éditeur responsable: François Boisseleau

Pour plus d'informations,
visitez notre site web :

